

DU 7 AU 10  
DÉCEMBRE 2020  
ÉLECTION CONSEIL D'ADMINISTRATION



# NEWS DU CA

**Le conseil d'administration d'octobre 2020 a été l'occasion de tirer un bilan stratégique de ces dernières années alors que la direction de l'entreprise mène une grande opération de communication pour le prochain plan stratégique 2020-2030. Elle a aussi esquissé sa vision des missions du service public et on ne peut pas dire qu'il y a de quoi rassurer les usager-e-s.**

## **Bilan du plan stratégique : la méthode Coué pour s'autosatisfaire.**

Cela n'étonnera personne, la direction a tout fait pour essayer de nous faire croire que sa stratégie était la meilleure, mais la meilleure pour qui et pour quoi ? Pour les actionnaires et les marges de l'entreprise sûrement. Mais force est de constater que le personnel est loin d'avoir profité de cette stratégie tout comme les usagers, les clients et le service public. On peut même l'affirmer : cette transformation se fait contre la volonté du personnel et celle des usager-e-s et, malheureusement, avec la bénédiction des élu-e-s y compris des mairies.

Car le bilan du Président de La Poste et des actionnaires n'est pas reluisant :

- destruction de près de 7000 tournées et d'autant de facteurs et de factrices ;
- disparition de 20 % des bureaux de poste pour les remplacer par des points

de contact où on ne peut pas faire les mêmes opérations en enlevant la plupart du temps la possibilité de retirer du cash, le bureau étant le dernier endroit où l'on pouvait retirer de l'argent, alors que la population met cette revendication en premier ;

■ non-atteinte des objectifs que la direction s'était fixée en matière de crédit consommation et de crédit immobilier (2 fois moins que l'objectif pour le conso et près de 4 fois pour l'immobilier) ;

■ suppressions de centaines d'emplois dans les centres financiers et services support.

Au passage, on pointera la proposition d'un élu d'un autre syndicat (au stylo assez facile) qui a demandé de mettre par branche le CA et les résultats avec le nombre de postier-e-s en face. À deux doigts de vouloir instaurer le benchmark entre les postier-e-s.

C'est aussi l'augmentation constante des arrêts maladie. La direction ne peut plus se cacher derrière les fonctionnaires qui seraient malades plus souvent, car plus âgé-e-s. Ce sont parmi les plus jeunes postier-e-s du groupe que les arrêts maladie explosent. Encore pire, alors que les directions claironnent partout que la question de l'égalité femme homme est centrale pour elles, les accidents de travail chez les femmes ont explosé.

pour vous inscrire à la newsletter des élu-e-s SUD AU CA, allez sur la page :

<http://www.sudptt.org/-Le-billet-des-elu-es-du-CA->

**Fédération des activités postales et de télécommunications**

25/27 rue des envierges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr www.sudptt.org

**SUD**  
Solidaires

**Solidaires**  
syndicale

## Stratégie à l'horizon 2030 : Un questionnaire faussement participatif

La direction a mis en place un questionnaire pour recueillir l'avis des personnels sur La Poste des dix prochaines années. Elle s'est autofélicitée de la démarche participative qui permettrait de lancer tout le monde vers l'avenir? Sauf que le Président a tout de suite indiqué que «les avis retenus ne le seront que quand ils seront puissants et utiles pour le Groupe» : ce qui revient à dire s'ils vont dans le même sens que ce qu'a décidé la direction : la démocratie à la sauce Macron.

L'utilité de ce barnum est de faire croire en interne et en externe que les postier·e·s seraient d'accord avec la stratégie qui va être mise en place dans les prochaines années. Pas une tête ne doit donc dépasser de la file.

## Les services publics : nouvelles cibles de la direction.

Cela faisait un moment que cela se présentait et la crise du COVID a été l'occasion pour la direction de mettre sur la table sa vision du service public. Mais cette fois-ci pas question de partager avec les postier·e·s et les usager·e·s.

Les seuls interlocuteurs pour le Président Wahl : le gouvernement et le parlement avec un peu de saupoudrage des élu·e·s en Mairie.

Pour la direction actuelle, cela lui permettra de remplir ces deux objectifs. En finir avec le service public postal tel qu'il existe et nous vendre de nouveaux services payants qui mettront à mal le service public de la santé.

Et les débats actuels du comité de service public semblent vouloir clairement orienter les conclusions vers le lâchage en règle du service public postal.

Les directions voudraient continuer le travail de sape déjà commencé il y a des années<sup>1</sup>. Les options avancées officieusement dans les couloirs sont nombreuses : suppression du J+1, fermeture encore plus importante de bureau de plein exercice<sup>2</sup>, diminution de l'aide à la presse (dématérialisation à outrance et abandon du portage par La Poste...). Quant aux nouveaux services, il est clair pour l'entreprise que c'est le nouvel eldorado, sauf que le filon d'or semble très mince. Le chiffre d'affaires est anecdotique (5 % pour la BSCC et 2 % pour le groupe et 2 % de son Résultat d'exploitation), un

1 Seuls 50% des points de contact sont des bureaux traditionnels, le samedi ou d'autres jours ont déjà été abandonnés à la distribution si pas assez de courrier sur des rues ou quartiers, les frais bancaires ont augmenté considérablement (les frais pour Avis à Tiers Détenteurs, visant les clientèles les plus fragiles, ont par exemple été multipliés par 2,5 passant de 40 à 100 euros, des services rendus gratuitement auparavant ont été rendus payant).

2 Pour ce point, de nombreux élu·e·s locaux réclament le maintien voire la création de distributeurs de billets. Cela va bien sûr en contradiction avec la continuité des fermetures de bureau



sentiment partagé par de nombreux administrateurs/trices du Conseil.

Il faut donc s'interroger sur l'insistance de nos dirigeant·e·s. C'est avant tout un désir de mettre à plat tout le service public notamment de la santé. La Poste se place ainsi sur des activités déjà exercées par d'autres services publics (santé et collectivités territoriales) pour un bénéfice négligeable pour le groupe. Cela ne créera de plus pas d'emploi ou très peu pour La Poste Maison Mère ce que la direction nationale avait voulu faire croire lors de leurs mises en place.

Dans la façon dont ils sont déployés, ces services n'apportent rien à la collectivité, car payants la plupart du temps sans incidence positive ou très peu pour le groupe. Il faut donc changer le paradigme en se posant la question qui doit payer pour ses services.

**Ces questions sont d'une importance capitale pour l'avenir des services publics et demandent donc la mise en place d'un débat ou ce serait les postier·e·s et la population qui auraient le dernier mot et sûrement pas des discussions dans les couloirs de la République.**